

Conférence d'entente nationale : LES PRÉOCCUPATIONS DE SÉGOU

Dans le cadre de la recherche d'une paix durable et surtout la réconciliation nationale, l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale prévoit l'organisation d'une conférence d'entente nationale.

Cette rencontre est donc appelée à débattre des problématiques existentielles de la République du Mali, de dégager des dynamiques consensuelles et de convenir des éléments fondamentaux constitutifs d'une charte pour la paix, l'unité et la réconciliation nationale.

Elle offre également l'opportunité de bien réfléchir sur les conditions concrètes de la paix et de proposer des mesures à prendre sur tous les plans, notamment judiciaire et humani-

taire, pour consolider la paix. La Conférence d'entente nationale est aussi conçue comme un espace de réflexion inclusive et de dialogue inter maliens, avec pour socle le «vivre ensemble». Dans le cadre des préparatifs de ce grand rendez-vous prévu pour le mois de mars prochain, la commission d'organisation a prévu de recueillir les attentes, les préoccupations et les suggestions des populations du Mali profond à travers des concertations régionales. C'est dans ce cadre qu'une délégation a séjourné les 20 et 21 février dans la Région de Ségou. Elle a rencontré les acteurs régionaux dans la salle de conférence du gouverneur. Cette rencontre était présidée par le gouverneur, Georges Togo qui avait également à ses

côtés, la représentante de la commission préparatoire de la conférence d'entente nationale, Mme Berthé Mariétou Macalou. L'objectif de cette consultation régionale était d'informer, de sensibiliser et de recueillir les attentes des citoyens de la Région de Ségou pour bien préparer la Conférence d'entente nationale qui va analyser les causes profondes des crises du Mali et qui ont des répercussions sur la paix, l'unité et la réconciliation nationale, d'identifier les défis et les enjeux liés à la paix, l'unité et la réconciliation. La conférence proposera aussi des pistes de solution et des engagements communs devant permettre un vivre ensemble harmonieux, une paix et un développement durables et de définir les

termes d'une réconciliation nationale. Au cours des travaux, trois groupes ont été constitués pour réfléchir sur les trois axes fondamentaux à savoir la paix, l'unité et la réconciliation nationale. Ont participé aux travaux plus de 200 personnes venues de tous les 7 cercles et des 118 communes de la Région de Ségou (30 participants par cercle). Ces participants ont, pendant 48 heures, échangé sur trois thématiques à savoir l'unité nationale, la paix et la réconciliation nationale. Cet exercice a permis aux différents participants de reconnaître les

erreurs des uns et des autres afin de réconcilier les cœurs pour permettre aux différentes communautés de bien vivre ensemble.

Dans son discours de clôture, le gouverneur de la région de Ségou, Georges Togo a expliqué que cette consultation régionale a été un franc succès.

«La convivialité, la courtoisie et la qualité des débats sont aussi des indicateurs qui ont marqué la ferme détermination de tous les acteurs à œuvrer pour la restauration de la paix, de l'unité nationale et de la réconci-

liation nationale», a souligné Georges Togo qui ajoutera : «les recommandations pertinentes issues de vos débats vont consolider celles formulées par les autres régions et serviront de pierre angulaire dans l'édification de la future Charte pour la paix, l'unité nationale et la réconciliation attendue par l'ensemble des Maliens au sortir de la Conférence d'entente nationale prévue pour le mois de mars prochain à Bamako».

D. COULIBALY
AMAP Ségou

MOPTI FORMULE 18 RECOMMANDATIONS



La rencontre était présidée par le gouverneur de la région, le colonel Sidiki Samaké

En prélude de la Conférence d'entente nationale, Mopti a organisé les 14 et 15 février sa consultation régionale. Présidé par le gouverneur de la région, le colonel Sidiki Samaké, le forum a eu lieu en présence d'une forte délégation de la commission nationale préparatoire conduite par Ambroise Dakouo.

Ce sont plus de 300 participants qui ont fait le déplacement du chef lieu et des 8 cercles de la région. Les délégations locales comprenaient les préfets, les présidents de conseil de cercle, les maires, les représentantes de la CAFO, ceux des conseils locaux de la jeunesse, les chefs de village, les représentants du Haut conseil islamique, des Eglises catholique et protestante, les leaders d'opinion, les représentants des éleveurs et des agriculteurs. Il y avait également les élus du conseil régional, les chefs de services régionaux et la hiérarchie des services de défense et de sécurité. Pilotées par la commission préparatoire de la Conférence d'entente nationale,

les consultations régionales ont pour objectifs d'écouter et de recueillir les attentes d'un plus grand nombre de citoyens en vue de la tenue de la conférence nationale qui vise à produire un projet de charte pour la paix, l'unité et la réconciliation.

A l'ouverture des travaux, le 3e adjoint au maire de la commune urbaine de Mopti, Idrissa Bella Cissé, a invité les participants à des débats francs et fructueux en ayant à l'esprit que «ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise». Le chef de la mission de la Commission nationale préparatoire, Ambroise Dakouo, a rappelé que la Conférence d'entente nationale est prévue dans l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Il s'est réjoui de la présence massive des populations à la consultation régionale, signe du respect du principe de l'inclusivité qui est un élément majeur de la Conférence d'entente nationale.

Il a, enfin, souhaité que la pleine participation des délégués à cette rencontre préparatoire soit l'expression de leur engage-

ment inébranlable pour la paix, l'unité et la réconciliation nationale. Dans son intervention, le gouverneur de la région a indiqué que la réunion s'inscrivait dans le cadre des efforts multiformes entrepris par les pouvoirs publics en vue de pacifier le pays après les événements tragiques de 2012. Le colonel Sidiki Samaké a exhorté les participants à débattre de manière franche, responsable et courtoise sur tous les facteurs qui ont contribué à la survenue de cette crise dans notre pays.

Deux jours durant, les participants ont planché sur les trois thématiques majeures qui sont au cœur de la Conférence d'entente nationale. Il s'agit de la paix, l'unité nationale et la réconciliation.

A l'issue des plénières, 18 points de recommandations ont été formulés par les délégués en vue de consolider la réconciliation et l'émergence d'une paix durable au Mali.

D. COULIBALY
AMAP-MOPTI

LES PROPOSITIONS DE GAO

Dans le cadre des préparatifs de la conférence d'entente nationale, une rencontre s'est tenue les 13 et 14 février à Gao.

La délégation venue de Bamako était conduite par Mme Adiawiakoye Ramatou Koné et comprenait aussi Oumar Boubèye Maïga et Mme Fatoumata Aliou Touré. L'ouverture des travaux était présidée par le directeur de cabinet du gouverneur, Boubacar Bagayogo.

«Connaitre les causes profondes des crises, mieux comprendre les intérêts des acteurs et se mettre d'accord sur les voies et moyens de reconstruire et de renforcer le sentiment du vouloir vivre collectif : le vivre ensemble», était le credo de ces consultations régionales. Les travaux se sont déroulés en trois

sous commissions et en plénières, sur les problématiques liées à la paix, à l'unité et la réconciliation nationale. A l'issue de la rencontre, les participants, venus de tous les coins de la 7ème région, ont souhaité que la conférence d'entente nationale soit tenue dans une région du Nord. Concernant la dénomination «AZAWAD», ils ont affirmé que ce mot désigne un terroir comme le Wassoulou ou le KénéDougou, mais son utilisation dans le contexte de l'Accord de paix laisse penser à des préjugés, de ce fait il doit être banni de tout document national. Les participants ont, par ailleurs, insisté sur une application intégrale de l'Accord de paix. Ils ont aussi mis l'accent sur la politique des grands projets et encouragé la promotion d'une bonne gouvernance et de l'équité dans les

recrutements au niveau des forces armées et de sécurité.

En outre, les participants ont souligné que les causes des crises successives sont liées surtout au mauvais traitement, à la mauvaise gestion et au sous-emploi des jeunes. Toutes choses qui selon eux, constituent un facteur dégradant conduisant à des frustrations.

Il a été également question de l'état actuel de la route Sévaré-Gao qui freine dangereusement le devenir des régions du Nord si elle n'est pas réparée à temps.

Ces propositions seront défendues par les délégués de la région qui vont prendre part à la conférence d'entente nationale prévue en mars prochain.

M. B. CISSÉ
AMAP-GAO

Sikasso : EXERCICE D'AUTO ÉVALUATION DU PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

Un atelier d'auto évaluation du Programme d'appui au développement économique régional (ADER) a regroupé les 15 et 16 février derniers dans la capitale du KénéDougou, les responsables du conseil régional, des plateformes de développement économique local, des services régionaux, de la société civile et des représentants des projets et programmes. Les représentants des Coopérations suisses et danoises ont également pris part aux travaux.

A l'horizon 2035, la Région de Sikasso ambitionne de faire de la localité, une grande mégapole ouest-africaine dont l'économie moderne, compétitive et diversifiée, fondée sur l'agroforesterie, constituera un facteur de stabilité sociale et d'ouverture vers des espaces sous régionaux et internationaux plus dynamiques. Pour réaliser cette vision, le conseil régional a élaboré un plan stratégique de développement pour la période 2011 - 2020. Ce plan constitue un cadre de référence pour toutes les actions de développement économique, social et culturel, un instrument de pilotage et de coordination faisant office de porte d'entrée pour tous les acteurs voulant intervenir dans le développement régional. La Coopération suisse s'est enga-

gée à contribuer à la mise en œuvre de cette dynamique à travers le programme ADER dont l'auto évaluation est au centre du présent atelier.

Un document d'engagement similaire avec la Coopération danoise est en cours de préparation, a affirmé le président du conseil régional de Sikasso Yaya Bamba. Selon lui, dans le cadre de ce programme ADER, les tâches sont définies. Le conseil régional assure le leadership pour le pilotage, l'animation et la coordination des activités de développement, mais les collectivités territoriales et le secteur privé réalisent et rentabilisent les investissements agro-sylvo-pastoraux de la région. D'un coût de plus de 3 milliards de Fcfa, ce programme ADER est cofinancé par la Coopération suisse et le conseil régional, a précisé M. Bamba.

Le directeur de cabinet du gouverneur de Sikasso Intalhant Ag Erzaye a remercié le conseil régional pour cet exercice d'auto évaluation de performance, qui entre dans les principes de la bonne gouvernance. Il a souligné l'importance d'une telle rencontre regroupant l'ensemble des acteurs, pour mesurer l'atteinte des objectifs, échanger sur les difficultés rencontrées et dégager les perspectives.

Au cours des travaux, les participants ont planché entre autres, sur le dispositif d'animation territoriale du conseil régional qui a mis en place 3 plateformes de développement économique local au niveau des pôles de Bougouni, Koutiala et Sikasso. D'autres activités ont été menées par le conseil régional, comme l'organisation d'échanges sur les projets fédérateurs structurants avec les conseils de cercle, les rencontres avec les projets/programmes pour la création de synergies d'actions.

Avec le secteur privé, des initiatives ont été également prises dans le cadre du programme ADER, pour appuyer la production de semences améliorées, accompagner l'organisation des foires agricoles et financer les études sur les filières maïs et patates douces.

Les participants ont apprécié les résultats atteints par le programme ADER qui a permis au conseil régional de Sikasso de renforcer ses capacités organisationnelles et institutionnelles, d'assurer la fonctionnalité des instances de concertation et d'exécution du développement régional et enfin de développer un bon dispositif de suivi.

F. DIABATÉ
AMAP - SIKASSO